

PIXELS

Café Digital reçoit Panasonic



Téléviseurs, écrans 3D, appareils photo bridge... Connu du grand public pour ses produits spécialisés dans le domaine de l'image, le groupe japonais Panasonic se lance désormais dans les smartphones. Laurent Roussel, président de Panasonic France, explique comment son dernier-né, le téléphone Eluga, est destiné à connecter les principaux équipements électroniques de votre salon.

Son interview sur lesechos.fr et sur pagesjaunes.fr

Viadeo lève 24 millions d'euros



Viadeo change de braquet. Confirmant une information du « Figaro », le réseau social professionnel a annoncé hier qu'il bouclait une levée de fonds record de 24 millions d'euros, dont 10 millions apportés par le Fonds stratégique d'investissement. L'argent servira à améliorer sa plateforme, notamment dans le mobile, et à pousser les feux à l'international, à commencer par la Chine.

Thierry Jadot, nouveau président d'Aegis France



Dix mois après le départ de Guillaume Multrier de la présidence d'Aegis France, le nom de son successeur est enfin connu : il s'agit de Thierry Jadot, président de Starcom France (groupe Publicis) depuis 2008. Passé par l'industrie, la régie de médias, ou la publicité, Thierry Jadot gérait notamment chez Starcom les budgets Coca-Cola ou Procter & Gamble.

+1,9%

La croissance est de retour sur le marché des PC. Les ventes d'ordinateurs ont progressé de 1,9 % au premier trimestre, selon le cabinet Gartner, avec 89 millions d'unités écoulées dans le monde. D'après IDC, la hausse serait même de plus de 2 %. Le rebond des ventes a profité au numéro un mondial HP qui a vu sa part de marché dépasser à nouveau 17 %. À l'ouverture de Wall Street, hier, le titre HP flambait de plus de 6 %.

RADIO

Devant le blocage du dossier au niveau national, un groupement de radios associatives a pris le dossier en main et a monté un multiplex sur lequel douze radios sont diffusées. But de l'opération : prouver la pertinence de la RNT.

A Nantes, les radios associatives font déjà de la radio numérique une réalité

Il fait 26 mètres de haut et trône en haut d'un immeuble de 28 étages. A Saint-Herblain, une commune qui jouxte Nantes, le pylône abritant les émetteurs de la radio numérique terrestre (RNT) passe difficilement inaperçu. Il a été installé il y a deux ans exactement à l'initiative d'un groupe de radios associatives qui ont décidé, devant le blocage du dossier au niveau national, de faire de la RNT une réalité dans l'agglomération nantaise. Ces radios ont tout pris en main : de l'installation du fameux pylône, qui a nécessité la venue d'une des deux plus hautes grues existant en France, à la prise en charge de leur diffusion en passant par la constitution du multiplex qui abrite les 12 radios diffusées en RNT, la mise en place d'un partenariat avec un fabricant de récepteurs - le britannique Pure - et la promotion de cette expérimentation auprès des foyers nantais. « La but de cette opération est de montrer que si des radios associatives peuvent se lancer, les grandes radios nationales peuvent le faire aussi. Nous ne pouvons pas envisager le développement numérique de la radio sans passer par la RNT », explique le directeur de la radio associative Sun, Pierre Bourcard, à l'origine de cette opération.



A Saint-Herblain, c'est un pylône de 26 mètres de haut qui abrite les émetteurs de la radio numérique terrestre.

DES ASSOCIATIVES AU PROFIL VARIÉ

Les radios associatives participant à l'expérience RNT à Nantes présentent des profils variés. Si Sun se veut le symbole d'une station locale au plus près de ses auditeurs, Prun' est une radio universitaire dont le contenu est intégralement réalisé par des bénévoles, majoritairement des étudiants. De son côté, Euradio est un projet européen accueillant des étudiants étrangers venus se former aux métiers de la radio. Sont aussi présentes dans le GRAM AlterNantes, Fidélité, Radio Crooner et JetFM.

600.000 habitants de l'agglomération nantaise d'avoir accès à la RNT. La diffusion a même été étendue à la ville voisine de Saint-Nazaire.

Le but de cette expérimentation est double : montrer la pertinence de la RNT pour le développement de la radio, et les économies possibles. Le choix d'une autodiffusion s'est imposé de lui-même : une fois les installations payées grâce aux fonds publics, elle permet aux radios de faire des économies substantielles sur les frais de diffusion. Pour chacune d'elles, ils ne s'élevaient qu'à 4.000 euros par an pour être sur la RNT, alors que, selon le GRAM, le coût atteint 20.000 euros pour une fréquence FM. « Nous ne sommes

12

Le nombre de radios en RNT.

pas présents à Nantes en FM. Cette expérimentation nous permet de démontrer la qualité de la RNT et d'être disponible dans cette ville », explique Emmanuel Rials, directeur général de Ouï FM. Seul bémol : aucune donnée fiable n'est disponible sur le taux de pénétration de la RNT à Nantes. Pure, le fabricant de récepteurs associé à l'opération, n'a pas de chiffres à communiquer. Mais certains signes ne trompent pas : RFI et Ouï FM sont apparues dans les classements Médiamétrie à Nantes, alors qu'elles n'existent pas en FM.

GRÉGOIRE POUSSIELGUE (ENVOYÉ SPÉCIAL À NANTES)

Economies sur les frais de diffusion

Après les premières expérimentations techniques menées en 2007, le GRAM (Groupement des radios associatives de la métropole nantaise) s'est lancé dans la phase industrielle du projet. Il a fallu d'abord réunir le financement. Pas une mince affaire pour des radios aux moyens financiers par défini-

Le lancement de la RNT au niveau national suscite de plus en plus de tensions

Le Bureau de la radio a réaffirmé avec virulence son opposition à un lancement imminent de la radio numérique terrestre. Le gouvernement ne le voit pas d'un bon œil non plus.

Décidé à lancer la radio numérique terrestre au niveau national, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) progresse à petits pas dans un environnement pour le moins hostile. Hier, la réouverture de l'appel à candidatures concernant les villes de Paris, Marseille et Nice a été évoquée en séance plénière. En revanche, l'appel à candidatures sur les vingt

villes supplémentaires, que le CSA voulait initialement lancer en avril, a été repoussé, dans l'attente des résultats de la consultation publique sur le changement de norme pour la RNT. Cette volonté du CSA de faire avancer le dossier et d'aboutir à un lancement effectif de la radio numérique terrestre d'ici à la fin de l'année suscite une opposition de plus en plus vive du Bureau de la radio, qui regroupe les principaux réseaux privés (RTL, Europe 1, NRJ et RMC). S'ils déclarent ne pas être opposés, sur le fond, à la radio numérique terrestre, ils estiment que ce n'est pas encore le moment et que le CSA

manque de transparence dans sa façon de fonctionner.

Des initiatives mal vues

Le Bureau de la radio, qui avait déjà obtenu un moratoire il y a deux ans en pleine crise économique, est reparti à l'offensive pour bloquer le dossier. Il a publié un communiqué mardi pour rappeler que les conditions « n'étaient pas réunies » pour un lancement réussi de la RNT. Sur tout, il a adressé une lettre au virirol au CSA, avec copie à l'Élysée et au ministère de la Culture et de la Communication, dans laquelle il lui demande purement et simplement

de reporter la réouverture de l'appel à candidatures concernant Paris, Marseille et Nice. Dans cette même lettre, signée par les présidents des quatre groupes concernés, le Bureau de la radio conteste même le bien-fondé des expérimentations qui sont menées à Nantes (voir ci-dessus), mais aussi à Lyon.

Le gouvernement voit, lui aussi, d'un très mauvais œil les initiatives prises par le CSA pour relancer le dossier de la RNT, laquelle n'a jamais été vraiment soutenue par l'exécutif. A quelques jours des élections, il est hors de question pour lui de s'engager sur des financements. Sans sur-

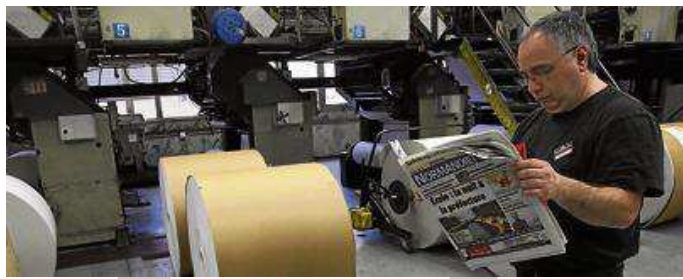
prise, la majorité actuelle préfère transmettre le dossier à la future majorité, quelle que soit sa couleur politique. Au final, les tensions se font de plus en plus fortes. Les grandes radios accusent le CSA, et notamment Rachid Arhab, le conseiller en charge du sujet, d'avoir un calendrier personnel sur un dossier qu'il souhaiterait, selon elles, engager de manière irréversible avant la fin de son mandat de conseiller en janvier 2013. De son côté, le CSA estime que les radios historiques n'ont en réalité qu'une crainte : celle de voir une nouvelle concurrence émerger. G. P.

PRESSE

Le directeur général du Groupe Hersant Média, Dominique Bernard, explique que la restructuration du titre visant à en restaurer la rentabilité avait été lancée « essentiellement dans le but de susciter des offres de reprise ».

Le groupe Hersant veut sortir de « Paris Normandie »

À l'heure de la prolongation jusqu'au 21 juin, par le tribunal de commerce du Havre, de la période d'observation sur « Paris Normandie », son actionnaire, le Groupe Hersant Média, sort de son silence. Selon Dominique Bernard, son directeur général, l'objectif est clairement de se désengager des quotidiens normands. « Si nous avons lancé, avec la direction des titres concernés, une restructuration pour en restaurer la rentabilité, c'était essentiellement dans le but de susciter des offres de reprise », affirme-t-il dans un entretien aux « Echos ».



« Paris Normandie » perd 2 millions d'euros par an depuis plusieurs années.

C'est la première fois que les dirigeants du groupe Hersant tiennent un discours aussi clair. Redressement judiciaire, fin février, c'est plutôt un plan de continuation qui avait été évoqué. « Je souhaite évidemment que le tribunal nous permette de présenter un plan de continuation. J'ai la conviction que les titres du pélo ont un avenir », avait alors déclaré Michel Lepinay, président de la SNPEI, qui édite les quotidiens nor-

mands. Il était alors question de voir « Paris Normandie », une fois restructuré, rejoindre la société commune qui sera constituée avec le groupe belge Rossel.

Deux mois de trésorerie

Le projet présenté par la direction actuelle prévoyait notamment 111 suppressions de postes, sur les 365 salariés actuels. L'offre « sur-

prise » remise la semaine dernière par Denis Huertas, ancien directeur du « Dauphiné libéré », et Xavier Ellie, ex-directeur du « Progrès de Lyon », a changé la donne. Les deux hommes prévoient, eux, 88 suppressions de postes : le plan engagé par la direction actuelle a été suspendu, afin d'étudier ce nouveau projet. « Nous croyons réellement que « Paris Normandie » peut être

relancé : notre expérience nous permet d'aborder ce dossier de façon très lucide », déclare Denis Huertas. Nous avons déposé une offre ferme, mais nous avons besoin d'informations complémentaires pour l'affiner. Les deux professionnels devront aussi trouver un financement pour leur projet.

Selon nos informations, d'autres repreneurs potentiels ont affiché

des « marques d'intérêt » pour « Paris Normandie » et le groupe belge Rossel et l'ancien dirigeant du « Républicain lorrain », Jean-Charles Bourdier. Le fonds de capital-investissement local NCI Gestion aurait aussi regardé le dossier - sans suite pour l'instant.

« Paris Normandie » perd 2 millions d'euros par an depuis plusieurs années. Alors que, très mobilisés, ses salariés accusent le groupe Hersant de les abandonner (ils ont notamment occupé le golf de Philippe Hersant pour montrer que la famille n'est pas démunie), Dominique Bernard rappelle que le groupe a investi plus de 25 millions dans les quotidiens normands, par le biais d'un compte courant. « Nous avons en outre apporté plus de 1,5 million d'euros de trésorerie supplémentaire lors de l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire, ce qui permet aujourd'hui d'avoir la trésorerie suffisante pour tenir deux mois de plus », indique-t-il. Deux mois pendant lesquels va donc se jouer l'avenir de « Paris Normandie ». ANNE FEITZ